



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)

Établissement public administratif

1, rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain

<http://www.paysdelaloire.cci.fr>

SIRET 184 401 289 00022 – TVA n° FR 75 184 401 289

Fourniture et déploiement d'une solution de gestion d'un fichier consulaire unique (FCU) pour les CCI de la région Pays de la Loire

N° marché : 2025 CAPF 1125



Sommaire :

1	GLOSSAIRE.....	3
2	PRÉAMBULE - DÉFINITIONS.....	3
3	CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET.....	3
4	FICHIER CONSULAIRE EXISTANT.....	4
4.1	Utilisateurs.....	4
4.2	Ressortissants.....	4
4.3	Interfaces applicatives.....	4
4.4	Exploitation des données.....	5
5	DEFINITION DES BESOINS ET ATTENTES FONCTIONNELLES.....	5
5.1	Besoins généraux.....	5
5.2	Périmètre géographique du projet.....	5
5.3	Périmètre d'utilisation de la solution.....	5
5.4	Besoins fonctionnels et résultats attendus.....	6
5.4.1	Constitution du fichier consulaire.....	6
5.4.2	Alimentation du fichier consulaire.....	6
5.4.3	Règles de gestion des dirigeants.....	7
5.4.4	Ergonomie et fonctionnalités de navigation de la solution.....	8
5.4.5	Maintenance de la solution.....	8
5.4.6	Gestion des droits utilisateurs.....	8
5.4.7	Interfaces applicatives.....	9
5.4.8	Restitution, exploitation des données.....	9
5.4.9	Accompagnement des utilisateurs.....	10
5.4.10	Assistance et support utilisateurs.....	10
5.4.11	Supervision et traçabilité.....	10
6	ELECTIONS CONSULAIRES.....	11
7	PREREQUIS TECHNIQUES ET SECURITE.....	11
8	ORGANISATION ET PHASES DU PROJET.....	12
8.1	Phases du projet.....	12
8.2	Tests et recette.....	12
8.3	Contrainte de délai.....	12



1 GLOSSAIRE

CCI	: Chambre de Commerce et d'Industrie
CCTP	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
CFE	: Centre de Formalités des Entreprises
EPCI	: Etablissement Public de Coopération Intercommunale
FCU	: Fichier Consulaire Unique
HO / HNO	: Heures Ouvrées / Heures Non Ouvrées
RNE	: Registre National des Entreprises
SaaS	: Software as a Service
SSO	: Single Sign-On (Authentification unique)

2 PRÉAMBULE - DÉFINITIONS

Le présent marché a pour objet la fourniture et le déploiement d'une solution de gestion d'un fichier consulaire unique pour les Chambres de Commerce et d'Industrie de la région Pays de la Loire.

Par déploiement, il faut entendre l'ensemble des prestations nécessaires à l'utilisation totalement opérationnelle de la solution, notamment l'installation, la configuration, la mise en œuvre incluant la constitution du fichier consulaire, les interfaces, les tests, ainsi que le transfert de compétences, la formation, l'assistance et le conseil aux utilisateurs.

Le projet s'inscrit dans une dynamique régionale de recherche d'une meilleure qualification des données du fichier consulaire des CCI des Pays de la Loire et d'une automatisation de l'intégration de ces données.

Les CCI concernées par ce projet sont les 5 CCI territoriales (CCI Nantes Saint-Nazaire, CCI Maine et Loire, CCI Mayenne, CCI Le Mans Sarthe, CCI Vendée) et la CCI Pays de la Loire.

La CCI Région Pays de la Loire assure une fonction de centrale d'achat.

Les estimations de volumétries sont données à titre indicatif et ne sont donc pas contractuelles.

3 CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET

Jusqu'au 31/12/2022, le fichier consulaire était alimenté par les formalités en provenance des CFE CCI, Chambre de Métiers et de l'Artisanat et Greffe du Tribunal de Commerce (Articles 3, CFE virtuel), soit par l'exhaustivité des informations des ressortissants CCI.

Depuis la mise en place du guichet unique et du registre national des entreprises (RNE) au 01/01/2023, les CCI ne sont plus destinataires des formalités saisies quotidiennement, ce qui ne permet plus de réaliser la mise à jour exhaustive de leur fichier consulaire.

La loi Pacte prévoit la transmission des données du RNE aux CCI et liste les informations devant être fournies : à ce jour les données du RNE ne satisfont pas aux exigences de qualité requises pour la tenue d'un fichier consulaire exhaustif et permettant l'organisation des élections consulaires.

Pour répondre à leurs missions de service public, les CCI doivent tenir « à jour des bases de données économiques des entreprises de leur circonscription, nécessaires à leurs missions » ([article L711-3 du code de commerce](#)).

Le fichier des entreprises est la première source de données quantitatives et qualifiées qui permet d'alimenter la GRC (base de nos actions marketing à destination des entreprises et des territoires et de mettre en œuvre les différentes opérations nationales commanditées par l'Etat).

Les données du fichier consulaire sont communiquées aux collectivités de nos départements respectifs et à nos clients mais aussi à AEF (Annuaire des Entreprises de France).

Elles sont également utilisées par les collaborateurs CCI et servent de base pour la réalisation des études, de l'observatoire du commerce, etc...

C'est également le fichier consulaire qui est utilisé pour la réalisation de la pesée économique, l'envoi des questionnaires et la constitution des listes électorales lors des élections consulaires.

C'est dans cet objectif que les CCI des Pays de la Loire souhaitent identifier un prestataire pour :

- Mettre en place une solution de gestion d'un fichier consulaire
- Fiabiliser, qualifier et mettre à jour les données de ce fichier consulaire
- Automatiser les mises à jour de ces données pour optimiser la productivité et limiter la saisie manuelle
- Gérer les processus dans le cadre des élections consulaires (pesée économiques, listes électorales...)
- Assurer la maintenance et l'évolutivité de la solution

4 FICHER CONSULAIRE EXISTANT

4.1 Utilisateurs

Les 5 CCI territoriales de la région Pays de la Loire utilisent actuellement un **fichier consulaire unique**, avec un usage par environ 15 collaborateurs répartis sur les différents sites des CCI.

Les utilisateurs ont accès en consultation, en création, en modification et en suppression à l'ensemble des données présentes dans le fichier consulaire, avec un rattachement par département pour faciliter le traitement des données.

4.2 Ressortissants

Nombre de ressortissants recensés au 20/11/2025

CCI	Nombre de ressortissants actifs	Nombre d'établissements inactifs
Loire-Atlantique	89 985	111 612
Maine et Loire	43 573	50 948
Mayenne	16 867	20 107
Sarthe	25 343	32 235
Vendée	45 260	47 858
TOTAL	221 028	262 760

4.3 Interfaces applicatives

Le fichier consulaire alimente quotidiennement l'outil de GRC E-Deal avec les mouvements enregistrés sur les établissements et/ou les dirigeants (base de données GRC unique au niveau régional).

Une base de données actualisée est transmise à AEF (Annuaire des Entreprises de France) de façon hebdomadaire.

4.4 Exploitation des données

Un outil de requêtage externe (SAP Business Object) est disponible pour les collaborateurs en charge de la création de rapports, de l'analyse de données sur les entreprises et les territoires, de la commercialisation de fichiers, du suivi de la qualité des données...

5 **DEFINITION DES BESOINS ET ATTENTES FONCTIONNELLES**

Le fichier consulaire unique est une base de données, regroupant diverses informations relatives aux entreprises ressortissantes des CCI de la région des Pays de la Loire, et qui doit pouvoir être consultée, enrichie, historisée, qu'il s'agisse d'informations relatives aux sièges sociaux, aux établissements principaux, secondaires ou complémentaires, ou encore à leurs dirigeants et responsables locaux.

5.1 Besoins généraux

La solution doit permettre de couvrir les activités de :

- Gestion des ressortissants du fichier consulaire des CCI territoriales des Pays de la Loire ;
- Organisation des élections consulaires ;
- Exploitation et analyse des données.

Le système doit également pouvoir être interfacé avec des applications tierces, notamment la GRC régionale, la plateforme AEF, l'entrepôt de données régional interne CCI, etc.

La CCI s'appuie sur une solution interne d'échange de données (ETL Talend) gérée par la DSI, ce qui permet un fort degré d'autonomie dans la réalisation des interfaces.

A ce titre la solution proposée doit prévoir la possibilité de récupérer les données hébergées. Le candidat doit préciser de quelle manière ces données peuvent être récupérées (API, autre...)

Au-delà des spécifications fonctionnelles, les CCI attendent de la solution proposée :

- Un accès en mode hébergement externe (type SaaS) ;
- Une forte capacité d'évolution de l'outil ;
- Un gain de temps dans l'alimentation et la qualification des données.

L'offre devra préciser le type d'hébergement proposé et le mode d'accès à la solution.

5.2 Périmètre géographique du projet

Le projet concerne l'ensemble des 5 CCI territoriales de la région Pays de la Loire, ce qui représente environ 220000 ressortissants actifs.

5.3 Périmètre d'utilisation de la solution

Le tableau suivant donne une estimation du nombre d'utilisateurs par CCI territoriale (évolutif notamment dans le cadre de l'organisation des élections consulaires) :



CCI	Nombre d'utilisateurs
Loire-Atlantique	5
Maine et Loire	3
Mayenne	1
Sarthe	2
Vendée	4
TOTAL	15

5.4 Besoins fonctionnels et résultats attendus

5.4.1 Constitution du fichier consulaire

Le fichier consulaire doit être constitué de l'ensemble des établissements ressortissants des CCI des Pays de la Loire, inscrits au RCS, qu'il s'agisse des personnes morales ou des entreprises individuelles, que celles-ci aient un statut diffusible ou non à l'Insee. Le fichier consulaire intègre les données concernant les entreprises, les établissements et les dirigeants rattachés (responsables légaux, conjoints collaborateurs...).

Le titulaire proposera une génération complète d'un fichier consulaire du périmètre des CCI des Pays de la Loire constitué de données actualisées et nécessaires à la tenue de celui-ci, jusqu'à la réalisation des élections consulaires.

Ces données seront complétées avec des informations issues de la base du fichier consulaire actuel (à partir d'une clé d'identification unique, type siret) : pli non distribué, moyens de communication, observatoire du commerce, saisie libre, adresse courrier, etc.

Le titulaire doit mettre en œuvre les processus (méthodologie, spécifications détaillées, outils de contrôle) nécessaires à l'initialisation d'un fichier consulaire de qualité, garantissant la fiabilité des informations présentes : les éléments proposés pour le phasage et la méthodologie seront détaillés dans l'offre.

5.4.2 Alimentation du fichier consulaire

- **Mise à jour automatique des données** via différentes sources externes.

Plusieurs étapes se différencient dans la mise à jour du fichier consulaire :

- o Arbitrage pour identifier des entreprises ressortissantes qu'il faut créer, modifier ou radier du fichier consulaire (y compris les entreprises individuelles ayant un statut non diffusible et certaines personnes morales intégrées dans le processus électoral) ;
- o Qualification des données relatives aux entreprises, aux établissements et aux dirigeants (y compris les données sensibles présentes au RNE : date de naissance des dirigeants et moyens de communication). **Les CCI des Pays de la Loire bénéficient d'une habilitation niveau 2 au RNE permettant d'accéder à ces données.**

Les CCI attendent de la solution proposée une automatisation de ces étapes d'arbitrage et de qualification pour limiter la saisie manuelle au strict minimum. Cette automatisation doit permettre de conserver un niveau de qualité des données élevé.

L'offre devra détailler les modalités d'arbitrage, de qualification et d'intégration de ces données du fichier consulaire :

- Sources de données ;
- Détail des étapes réalisées automatiquement (et données mises à jour automatiquement) ;
- Détail des étapes à réaliser manuellement (et données concernées) ;
- Périodicité de l'intégration des données.

- Imports en masse

Le titulaire doit proposer la possibilité d'importer des données en masse, de façon récurrente et à la demande, par les personnes habilitées uniquement, et sans surcoût pour les CCI.

La procédure permettant ces intégrations de données en masse sera détaillée dans l'offre. Ces intégrations, pourront être réalisées à partir d'un fichier structuré et d'une clé de type n° Siret, identifiant.

Ces mises à jour peuvent concerner les moyens de communication ou d'autres champs, qu'il s'agisse des établissements ou des dirigeants.

- Qualité des données

Les CCI s'inscrivent dans une démarche forte de qualification des informations et de justesse des données contenues dans le fichier consulaire.

Ainsi la solution intégrera de base :

- Les fichiers géographiques de référence de l'Insee (pays, régions, départements, communes, EPCI) avec mise à jour automatique régulière de ces fichiers et de la base de données (au minimum les communes nationales pour pouvoir prendre en compte les fusions ou séparations de communes par exemple) ;
- Le fichier de référence des APE à la dernière version de la NAF. La nouvelle NAF entre en vigueur au 01/01/2026 avec une période d'un an de coexistence des anciens (NAF Rév 2) et des nouveaux codes APE (NAF 2025), aussi il est nécessaire d'avoir deux champs distincts (NAF Rév 2 et NAF 2025).
- Les tables de référence de base (catégories juridiques...) ;
- Des contrôles syntaxiques sur les emails, téléphones et sites web ;
- Des contrôles de cohérence de données (par exemple lors du choix d'une valeur de table : fonction du dirigeant par rapport à la forme juridique) ;
- Des fonctionnalités d'alerte en cas de création d'un établissement ou d'un dirigeant qui existe déjà dans la base de données ;
- Des fonctionnalités d'aide à la saisie intégrant des contrôles de validité et de transformation (par exemple forçage en majuscule) ;
- Le paramétrage des modalités de certaines tables (motif de fermeture d'un établissement, table des mandataires judiciaires...) ;
- La possibilité d'ajouter des champs pour un usage personnalisé (par exemple : observatoire du commerce, surface de vente, nombre de retours courrier...).

5.4.3 Règles de gestion des dirigeants

Il s'agit des dirigeants légaux de l'entreprise, du conjoint collaborateur, du représentant permanent de la personne morale dirigeante, du responsable local d'établissement et du représentant en France d'une société étrangère. Un dirigeant légal d'entreprise est rattaché juridiquement à l'entreprise.

En cas de fin de fonction d'un dirigeant, la fonction concernée doit être historisée ainsi que la date.

Un ordre de classement doit être rattaché aux dirigeants selon sa fonction dans l'objectif de désigner le ou les électeur(s) de droit lors des élections consulaires. L'offre devra détailler les modalités de calcul de celui-ci.

Pour faciliter l'identification des dirigeants multi-entreprises, les CCI souhaitent disposer de deux identifiants : un rattaché à la personne et un autre rattaché à sa fonction au sein de l'entreprise.

5.4.4 Ergonomie et fonctionnalités de navigation de la solution

Les CCI attendent de la solution proposée :

- Une interface sobre, conviviale et ergonomique, permettant à chaque utilisateur de se l'approprier facilement (interface, navigation, fluidité, rapidité de la saisie) et simple d'utilisation (arborescences, onglets, boutons, icônes, actions...) ;
- Des fonctionnalités performantes de navigation et de recherche d'information (recherches multicritères sur les entreprises, les établissements et les dirigeants, recherches avec caractères spéciaux, filtre, tri, export Excel,...). Si l'utilisateur souhaite privilégier les actifs ou les inactifs, le filtre doit être accessible facilement ;
- Un affichage visuel doit permettre de différencier les inactifs des actifs dans une liste pour les entreprises, les établissements, les dirigeants et leurs fonctions (via des couleurs de fonds, de police ou des icônes) ;
- La présence d'un tableau de bord permettant aux utilisateurs de visualiser rapidement les éléments clés (nombre de mises à jour réalisées et à réaliser, etc...) ;
- Une limitation de la saisie et des manipulations. Le logiciel devra prévoir des outils d'aide à la saisie comme des possibilités de duplication d'éléments (adresse courrier, activités...), une saisie de dates simplifiée ;
- Diffusion des données : les CCI souhaitent pouvoir tracer les demandes d'opposition à la diffusion des données des établissements (via un champ, liste déroulante...) et identifier facilement les entreprises ayant un **statut non diffusible à l'Insee** et celles avec un **statut diffusion commerciale au RNE**.

5.4.5 Maintenance de la solution

Dans le cadre de la souscription en mode hébergement externe (type SaaS) l'offre devra intégrer toutes les opérations de maintenance préventives, curatives et évolutives nécessaires.

Les mises à jour mineures et majeures de la solution devront être réalisées par le titulaire. L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour ces mises à jour, et en particulier :

- Leur fréquence
- Les périodes de mise en œuvre (HO ou HNO)
- Si cela occasionne une interruption de service et sa durée le cas échéant.

Le titulaire devra informer La CCI de toute nouvelle mise à jour envisagée, et fournir une release note reprenant les nouveautés et correctifs intégrés à la mise à jour.

Il est souhaité que les évolutions fonctionnelles demandées par une CCI du réseau et intégrées à la solution, soient ensuite proposées sans surcoût aux autres CCI utilisatrices.

A ce titre le candidat devra expliciter sa politique d'évolution fonctionnelle et tarifaire dans ce contexte.

5.4.6 Gestion des droits utilisateurs

Une gestion des droits utilisateurs doit être proposée pour l'accès aux données et aux fonctionnalités, paramétrables facilement.

L'offre détaillera les modalités prévues pour la gestion de ces profils : fonctionnalités et accès à la base de données (niveau départemental ou régional)

Pour les utilisateurs, un cloisonnement par CCI de rattachement sera effectif pour la gestion des élections consulaires (gestion de la pesée, listes électorales...).

La solution devra intégrer la fonctionnalité d'authentification unique (SSO) basée sur l'annuaire Active Directory de la CCI ou sa réplique synchronisée dans Microsoft Azure Entra Id régional.

Ainsi, l'ensemble des comptes utilisateurs nécessaires à l'usage de la solution, devront être repris de cet annuaire AD/EntraID.

Les groupes nécessaires pour l'attribution des droits d'accès, ou d'administration devront également s'appuyer sur des groupes repris de l'annuaire AD/EntraID.

L'offre devra détailler comment est implémenté ce processus de gestion des comptes et des droits d'accès au sein de la solution et comment ce process est effectivement interfacé avec Microsoft EntraID.

5.4.7 Interfaces applicatives

La solution doit pouvoir être interfacée avec des applications tierces, notamment :

- La GRC régionale (E-Deal) : une alimentation quotidienne est attendue pour traiter les mouvements enregistrés sur les établissements et les dirigeants.
- Annuaire des Entreprises de France (AEF) : une base de données actualisée sera transmise automatiquement à AEF pour mettre à jour la plateforme de façon hebdomadaire. Les établissements inactifs ou ceux ayant demandé à ne pas être diffusés doivent pouvoir être filtrés lors de cette transmission. La non-transmission de certaines autres données doit également être possible (ex : moyens de communication).
- Entrepôt de données régional : permet de centraliser, unifier les données et les rendre accessibles aux métiers. A ce titre, la solution proposée devra prévoir la possibilité de récupérer les données hébergées. Le candidat devra préciser de quelle manière ces données peuvent être récupérées (API, autre, ...)

La DSI CCI dispose d'une solution ETL interne (Talend Open Studio) permettant de réaliser des interfaces applicatives. A ce titre, la solution proposée doit idéalement intégrer un accès aux données via des API de sorte que les CCI puissent être autonomes dans la réalisation d'interfaces.

L'offre devra détailler les fonctionnalités à disposition dans ce cadre et les méthodes à utiliser autant pour l'export de données que pour l'import.

5.4.8 Restitution, exploitation des données

Le titulaire doit mettre à disposition un outil de requêtes permettant à l'utilisateur, en fonction des droits qui lui auront été accordés, d'exploiter l'ensemble des informations de la base (données, tables...) à partir de critères de sélection paramétrables avec restitution des résultats sous forme de comptage, d'affichage, de rapports exportables aux formats bureautiques standards actuels (Excel, PDF, texte...), avec choix des critères de tri et cumuls intermédiaires sur ces critères.

Idéalement un rapprochement des données du fichier consulaire avec des fichiers externes et une planification des extractions seraient appréciés.

A défaut d'outil intégré à la solution répondant à ces besoins, l'éditeur devra mettre à disposition la base de données (ou copie de la base de données) ou un outil d'extraction pour que les données puissent ensuite être exploitées par les CCI.

Les requêtes pourront être enregistrées avec traçabilité de l'utilisateur et de la date d'enregistrement. L'outil devra permettre de rechercher facilement une requête (favoris, date, mot-clé, libellé).

L'offre détaillera les modalités de restitution et d'exploitation des données par les utilisateurs, ainsi que le délai d'actualisation des environnements de restitution et de requêtage.

5.4.9 Accompagnement des utilisateurs

Accompagnement de l'équipe projet/administrateurs

Les CCI des Pays de la Loire souhaitent que l'ensemble des administrateurs soient formés et accompagnés sur le paramétrage et la prise en main de l'outil amont et en aval de la mise en production.

Des supports de formation et guides d'utilisation détaillés seront mis à disposition des administrateurs.

Un planning détaillé sera fourni à l'équipe projet afin de lui donner une visibilité sur les différentes étapes du projet ainsi que la mobilisation nécessaire (réunion de lancement, points de suivi réguliers, recettage...).

Formation des utilisateurs

Les CCI des Pays de la Loire souhaitent que l'ensemble des collaborateurs en charge de la gestion du fichier consulaire soient formés et accompagnés sur la prise en main de l'outil en amont et en aval de la mise en production. Des supports de formation et guides d'utilisation détaillés seront mis à disposition des utilisateurs.

Ces formations seront réalisées en distanciel en 2 groupes, pour un total d'environ 15 personnes.

Le candidat précisera les modalités de mise en œuvre de cette formation et de cet accompagnement.

5.4.10 Assistance et support utilisateurs

Le titulaire devra proposer un service de support en jours ouvrés, avec numéro de ticket de prise en charge. Le service de support devra être proposé accompagné d'un outil d'enregistrement de tickets d'incidents, distinguant les incidents fonctionnels des incidents techniques.

L'offre détaillera les modalités de prise en charge de ces demandes d'assistance (outil, délai de prise en charge et d'intervention, contacts...).

L'offre devra préciser le niveau d'engagement mis en œuvre en cas d'incident mineur et en cas d'incident majeur :

- Garantie de temps d'intervention (GTI)
- Garantie de temps de rétablissement (GTR)

5.4.11 Supervision et traçabilité

Les CCI souhaitent disposer de fonctionnalités intégrées de traçabilité et de suivi des mises à jour des données. La solution devra donc permettre de tracer toute modification / création / suppression d'information (utilisateur, horodatage, origine de la mise à jour et historisation des données).

Toute historisation de champs devra être automatique et transparente pour l'utilisateur. Les précédentes valeurs d'un champ historisé seront accessibles en consultation. Idéalement, ces historiques pourront être requêttables à des fins de suivis qualité.

6 ELECTIONS CONSULAIRES

Les CCI organisent, tous les cinq ans, les élections consulaires qui ont pour finalité l'élection des membres des CCI territoriales et de la CCIR, dont le nombre est déterminé par une pesée économique. Les élections consulaires sont organisées dans le respect de la réglementation définie par le code de commerce, le code électoral et les instructions de la DGE (Direction Générale des Entreprises).

La solution proposée doit permettre la réalisation des élections consulaires selon le calendrier défini et la réglementation en vigueur (pesée économique, préparation et édition des pré-listes électorales et des listes électorales, édition des données permettant l'envoi des instruments de vote par correspondance et par voie dématérialisée, édition de statistiques...). Pour la préparation des élections 2027 et pour remplir ses obligations réglementaires d'affichage et de modification de la pré-liste électorale, la solution doit permettre la mise en œuvre d'un formulaire en ligne.

Les électeurs sont répartis entre trois catégories professionnelles correspondant respectivement aux activités commerciales, industrielles ou de services. Au sein de ces trois catégories, les électeurs peuvent éventuellement être répartis en sous-catégories professionnelles définies en fonction de la taille des entreprises.

Le paramétrage de ces sous-catégories électorales doit être possible via la solution (borne d'effectif salarié), mais les CCI doivent pouvoir ne pas les mettre en application, le cas échéant.

Ces catégories devront être paramétrées pour tenir compte de la nouvelle nomenclature d'activités françaises.

Ce module devra faire l'objet de paramétrages complémentaires préalables à l'organisation des prochaines élections, en fonction des évolutions législatives notamment.

Un **rétroplanning** de cette mise en œuvre, un descriptif des **solutions et fonctionnalités proposées** pour la gestion des élections consulaires ainsi qu'une **proposition tarifaire** seront précisés par l'éditeur.

Cette solution d'accompagnement et de gestion des élections consulaires (pesée économique, listes électorales...) pour les 5 CCI territoriales des Pays de la Loire fera l'objet d'une commande distincte auprès du titulaire retenu.

7 PREREQUIS TECHNIQUES ET SECURITE

Les CCI s'appuient sur des postes utilisateurs de type PC sous Windows 11 et sur l'environnement Microsoft 365 (plan M365 E3). La solution proposée devra être complètement compatible avec ces environnements notamment la suite Microsoft Office 365 et ses différentes évolutions.

La solution étant demandée en hébergement externe, son accès ne devra pas exiger de contraintes particulières concernant l'adresse IP publique de sortie du client.

Si la solution proposée s'appuie sur un fonctionnement Web, elle devra être compatible avec le navigateur Microsoft EDGE, et dans l'idéal avec tous les principaux navigateurs (Chrome, Firefox)

Les CCI utilisent l'Antivirus CORTEX (éditeur PaloAlto) sur les postes de travail. La solution proposée devra être compatible avec cet antivirus. L'offre devra préciser s'il y a des points d'attention particulier à prendre en compte sur ce périmètre.

La solution devra être hébergée en France ou en Europe et intégrer toutes les mesures de sécurité nécessaires. Le candidat devra donner toutes les précisions confirmant ce périmètre.

Le candidat indiquera toutes les mesures qu'il met en œuvre pour assurer la sécurité de la solution hébergée, autant pour pallier aux risques techniques que pour pallier aux risques cyber sur l'environnement applicatif ou sur les données.

Il devra également préciser les règles de mises à jour mises en œuvre pour assurer un niveau optimal de sécurité pour les serveurs, systèmes d'exploitation des serveurs et les middlewares (base de données, services Web, ...)

La solution étant demandée en hébergement externe, l'offre devra intégrer une sauvegarde régulière, dans l'idéal journalière, de l'environnement et des données. L'offre devra expliciter les méthodes et la fréquence des sauvegardes mises en œuvre pour l'environnement proposé.

8 ORGANISATION ET PHASES DU PROJET

8.1 Phases du projet

Le projet doit être mené en étroite collaboration avec l'équipe projet CCI, et doit expliciter :

- Le rôle des différents contributeurs,
- Les charges et niveaux de disponibilités dans le temps, tout le long du déroulement du projet, tant au niveau du titulaire que de l'équipe métier et de la DSI,
- La méthodologie adoptée, les outillages mis en œuvre, ... qui assureront la délivrance des fonctionnalités attendues dans le respect du planning et du budget du projet.

Le calendrier détaillé des différentes phases comprendra notamment :

- Le lancement du projet
- L'analyse fonctionnelle et technique
- Initialisation de la base de données et reprise de données complémentaires
- Conception (paramétrages, développement interfaces...)
- Tests de validation (validation fonctionnelle, interfaces, correctifs...)
- Formation fonctionnelle et technique
- Démarrage opérationnel

8.2 Tests et recette

Le titulaire fournira des scénarii de tests permettant à l'équipe projet de procéder aux tests de validation de la solution.

8.3 Contrainte de délai

L'outil et les utilisateurs doivent être opérationnels d'ici fin juillet 2026 (initialisation, paramétrages, reprise de données, mises à jour, formation...). Les équipes métier CCI pourront être mobilisées sur ce projet d'avril à juillet 2026.

Le candidat doit confirmer la faisabilité de ce planning dans leur réponse.